

LETTRE AUX **AGRICULTEURS**



Cher(e)s concitoyen(ne)s,

Héritier des grandes traditions républicaines, patriotiques et progressistes du Parti Communiste Français, le Pôle de Renaissance communiste en France (P.R.C.F.) s'adresse à vous fraternellement.

A l'heure de l'inflation généralisée et de la chute des salaires, vous êtes inquiets pour votre avenir, celui de vos enfants, celui de la France qui conditionne votre existence même. La casse organisée de notre pays s'accélère sur tous les plans – industriel, agricole, social, culturel, linguistique même car tout est fait à tous niveaux pour substituer à la langue française le tout-globish de l'UE et de la mondialisation capitaliste ; les services publics sont peu à peu liquidés ; le lien social se distend. **Tout est soumis aux directives autoritaires et aberrantes de Bruxelles et de Berlin avec la complicité active de nos gouvernants depuis des décennies, Macron, Borne et Attal prenant le triste relais des Sarkozy et autre Hollande.**

Sur le plan agricole, la nouvelle PAC 2023/2027 reste dans le même esprit que les précédentes : abandon des petites exploitations familiales, aucune réflexion pour réguler la volatilité des marchés agricoles, et un effort insuffisant pour soutenir la reprise ou l'installation de jeunes agriculteurs.

Les politiques européennes sont insuffisantes et nuisibles pour résoudre le manque de dynamisme de l'agriculture française.

Insuffisantes, car la PAC demeure un système de subventions et de primes : doit-on se satisfaire d'un système agricole sous perfusion de fonds publics et où les aides directes représentent 46% du revenu des paysans ? Un paysan ne devrait-il pas vivre pleinement et dignement de son travail ?

Nuisibles, car l'Union européenne met en concurrence directe les agriculteurs français avec leurs homologues espagnols, polonais, roumains, etc., exigeant que les produits agricoles français soient aussi compétitifs que les autres, alors qu'ils ont été produits avec des normes sanitaires, sociales et environnementales plus strictes. Pire : par l'adoption de traités comme le C.E.T.A. ou le T.A.F.T.A., **l'U.E. va renforcer les logiques de concurrence et les étendre aux marchés mondiaux, menaçant ainsi davantage l'avenir de l'agriculture de notre pays.**

Nous, communistes du P.R.C.F., refusons les solutions faciles et mortifères consistant à : réduire les exigences environnementales dans le but de promouvoir le tout-pesticides et OGM de l'agro-business ; diminuer les normes sanitaires exposant la nation française et les filières agricoles à une nouvelle crise de la vache folle ou un autre H1N1 ; démanteler les droits sociaux de chacun hypocritement dénoncés par les partis et médias bourgeois comme des « charges sociales » ; sacrifier l'agriculture sur l'autel du tout profit au détriment du travail accompli par les agriculteurs.

Au contraire, **nous défendons le principe d'une agriculture à taille humaine, fondé historiquement en France sur un modèle familial.** Nous sommes favorables au développement et à l'utilisation des progrès scientifiques et techniques dans l'agriculture (sans faire pour autant table rase des savoirs empiriques venant du terrain), sans que ceux-ci soient dévoyés par les capitalistes imposant le modèle destructeur et à bout de souffle fondé sur les pesticides toxiques, les engrais issus de ressources non renouvelables et la destruction de la nature. La recherche agronomique doit devenir réellement indépendante des groupes de pression : la priorité doit être donnée au long terme et au respect des équilibres naturels.

Le problème essentiel des prix agricoles doit être réglé par une intervention de l'État, sans cesse contraint par l'Union européenne qui promeut une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ». Des prix garantis couvrant les coûts de production et la rémunération des paysans doivent être mis en place comme ce fut le cas avec l'Office National Interprofessionnel du Blé (O.N.I.B.) créé en 1936. La mainmise de la Grande Distribution et des industriels des semences et des produits phytosanitaires doit prendre fin. Est-il normal que certains paysans travaillent 55h par semaine pour gagner moins que le S.M.I.C. ? Et surtout, qui leur vole le fruit de leur travail, si ce n'est le distributeur et l'industriel ?

Une véritable politique de souveraineté alimentaire doit être reconstruite sur la base, dans un premier temps, d'un protectionnisme agraire (comme le font certains pays comme la Suisse par exemple) : favoriser le commerce local/national, mettre fin aux spéculations financières sur les céréales par l'organisation d'un stockage public, relocaliser et développer l'approvisionnement alimentaire de la restauration collective, redévelopper les C.U.M.A., taxer les produits alimentaires issus de l'importation, etc., sont des priorités essentielles pour reconstituer notre souveraineté alimentaire.

Pour ce faire, **il faut sortir, par la voie progressiste, de ce collier étrangleur que sont l'euro et l'Union européenne** qui interdit toute lutte sérieuse contre les grands monopoles capitalistes qui exploitent, aujourd'hui comme hier, les travailleurs de l'usine et de la terre.

C'est pourquoi **le PRCF vous invite à la réflexion, à la discussion, et pourquoi pas à l'action commune.** L'ennemi du paysan n'est nullement le salarié, le syndicaliste ouvrier, l'enseignant et le fonctionnaire qui subissent le blocage des salaires et les suppressions d'emplois massives depuis plus de trente ans. Pas davantage les travailleurs immigrés jetés sur les routes de l'exil par les guerres impérialistes et par le pillage capitaliste des pays de l'Est et du Sud. **L'ennemi des agriculteurs est le complexe agro-industriel capitaliste,** seulement mu par le désir du profit maximal et du dividende de plus en plus déconnectés de la production matérielle concrète qui est au cœur du quotidien de l'artisan, de l'agriculteur, du petit commerçant, etc.

Une coopération entre nations souveraines, sans importations concurrentielles et en fonction des besoins réels de chaque pays, est possible. C'est le développe-

ment de chaque individu fondé sur la propriété commune des grands moyens de production, des ressources naturelles, des avancées scientifiques, que nous voulons promouvoir sous le nom de communisme.

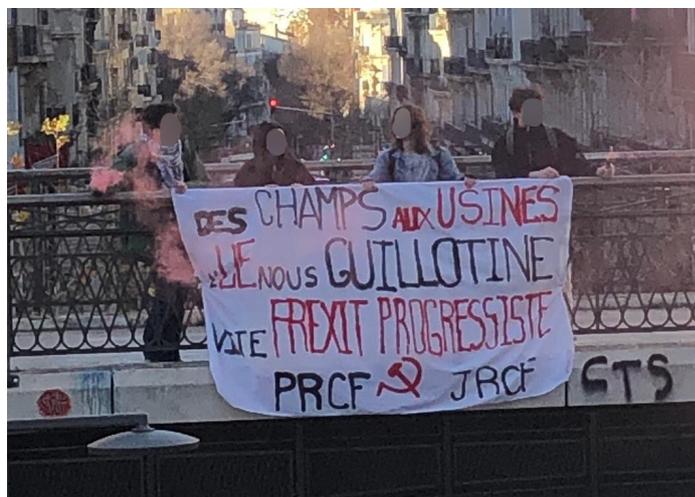
Combattant les faux « patriotes » R.N.-L.R. qui, derrière un discours démagogique et haineux, mènent la France à la guerre civile, opposés aux faux « communistes » et aux faux « socialistes » qui ont rallié la pseudo « construction » européenne et contribué à la destruction des structures productives de la France, nous agissons pour une Alternative rouge-tricolore, afin de reconquérir la souveraineté nationale et populaire sans laquelle une production relocalisée, de qualité et efficace sera détruite par la concentration capitaliste mortifère.

Construisons une société où l'efficacité économique, l'initiative individuelle et la modernité technologique ne seront plus le masque de l'exploitation pour la majorité, mais la base du mieux-vivre pour toutes et pour tous, et qu'ainsi adviennent les nouveaux « Jours heureux » dont nous avons tant besoin !

Nous sommes à votre disposition pour engager le dialogue.

PÔLE de RENAISSANCE COMMUNISTE en FRANCE
(P.R.C.F.)

Courriel : prcf@outlook.fr



SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP :

Ville :

Courriel :

Téléphone :

A renvoyer à : PRCF, 8 rue du Clos Lapaume ; 92 220; Bagneux

Le PRCF ne reçoit aucune subvention de l'Etat, de l'UE et bien entendu, du MEDEF.

Tous les matériels que le PRCF diffuse sont financés intégralement par les cotisations de nos adhérents, ouvriers, employés, techniciens, étudiants, enseignants, artisans, paysans. Au PRCF personne ne fait carrière et nous sommes tous bénévoles.